

Questions orales

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant des permis qui ont été délivrés, mais je me ferai un plaisir d'étudier la question et d'obtenir un rapport comme le demande le député.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'INCIDENCE DE L'ABROGATION DE L'ARTICLE DE LA LOI SUR LES CHEMINS DE FER RELATIF À L'EXPORTATION DE FARINE ET DE GRAIN—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre a-t-il examiné ce qui arrivera à nos exportations de farine et de grain à la suite de la suppression de l'article 272 de la loi sur les chemins de fer résultant de l'adoption du bill C-87? Si oui, le ministre a-t-il trouvé des moyens de remédier au préjudice que subiront les ports de l'Est ainsi que les minoteries?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu beaucoup d'instances à ce sujet et je suis en train de faire exactement ce que propose le député, à savoir examiner les conséquences et aussi en discuter avec le ministre des Transports et ses fonctionnaires.

M. McCleave: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il agir sans tarder et annoncer que le président du Conseil du Trésor et le ministre des Transports ne pourront causer du tort aux ports de Montréal, d'Halifax et de Saint-Jean ni aux minoteries?

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

L'HYDRARGYRISME CHEZ LES INDIENS DE GRASSY NARROWS ET WHITE DOG—LA QUESTION DE L'EMPLOI—LA POSSIBILITÉ DE POURSUITE CONTRE L'ENTREPRISE RESPONSABLE

M. Arnold Malone (Battle River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le ministre peut-il nous faire part de la situation du chômage dans les villages autochtones frappés par l'hydrargyrisme? Plus précisément, quelles sont les mesures qu'a prises le ministère pour favoriser l'emploi à la suite de cette situation désastreuse qui a privé les autochtones de leur emploi?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Malheureusement, monsieur l'Orateur, une bonne partie du chômage existait avant la propagation de l'hydrargyrisme par suite de déplacement de ces localités. A l'heure actuelle, nous collaborons avec les chefs des réserves de Grassy Narrows et de White Dog afin que le ministère de mon collègue affecte des fonds

[M. Firth.]

pour la formation de la main-œuvre et que le ministère du Bien-être fournisse également de l'argent. Nous croyons qu'en collaborant avec les chefs et les conseils, nous réussirons à réduire sensiblement le chômage.

M. Malone: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Le ministre peut-il informer la Chambre si la question de la compétence des provinces a été résolue en ce qui concerne la pollution par le mercure des collectivités autochtones; d'autre part, quelles mesures les sociétés responsables de cette pollution s'engagent-elles à prendre pour indemniser les autochtones?

M. Buchanan: Pour répondre à la première partie de la question, monsieur l'Orateur, je puis faire remarquer que nous nous efforçons avant tout de travailler directement avec les autochtones. Un coordinateur de notre ministère s'efforce d'accomplir cette tâche et de les aider à créer des emplois. Quant aux obligations juridiques des sociétés en cause, j'ai bien peur que la situation soit beaucoup plus difficile. Nous avons proposé à la bande de l'aider en intentant un procès à la société. Toutefois, elle ne semble pas souhaiter aller plus avant dans cette voie.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES OUVRAGES DE GARRISON—LA POSSIBILITÉ DE MODIFICATION DES PLANS

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au ministre de l'Environnement soit au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, car je ne sais pas exactement de quel ministère relève ma question. Elle a trait au projet de détournement des eaux du Garrison dans l'État du Minnesota, aussi dois-je peut-être la poser au ministre de l'Environnement. Des pourpalers ont-ils été engagés entre les responsables canadiens et américains au sujet de modifications structurelles ou autres qui pourraient être apportées aux travaux de détournement des eaux du Garrison actuellement en cours? S'il en est ainsi, le ministre peut-il préciser à la Chambre en quoi consistent ces modifications?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré et rencontrerai éventuellement la personne responsable de l'environnement à Washington pour discuter de tous ces problèmes.

M. Murta: Une question supplémentaire. Comme suite aux entretiens qu'il a eus avec son homologue américain, le ministre de l'Environnement consentirait-il à présenter un exposé en Chambre, pour faire connaître aux Canadiens et spécialement aux Manitobains les intentions exactes du gouvernement à l'égard de ce projet?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, je ne sais si la formule de l'exposé en Chambre est la meilleure, mais je ne vois pas pourquoi je ne publierais pas le texte de l'accord que nous pourrions passer.